

1ère partie : enjeux, stratégies (pages 1-6)

2ème partie : retraites des femmes, retraite à point (pages 7-10)

3ème partie : annexes (page 11)

1ère partie : Enjeux et stratégies

Alors que la France est la 5ème puissance du monde, la droite revancharde veut liquider le meilleur système de retraite au monde au profit d'une loterie.

Les FEMMES les plus grandes perdantes du projet de loi sur la retraite à point.

La droite veut brader la retraite par répartition au profit d'une loterie dans les mains des groupes financiers

Avec la réforme des retraites par point, les français.es, les salarié.es dans leur diversité, privé, services publics, de la santé, de la culture, de la justice tels les avocats, etc. s'investissent, montrent leurs attachements à conserver les données les plus essentiels d'un pacte social né après la guerre grâce aux transformations radicales comme la sécurité sociale avec *"la retraite qui ne doit plus être l'antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie"*, comme aimait à le dire le père de notre Sécu Ambroise CROIZAT.

Pour participer comme vous à ce vaste mouvement de lutte contre "la retraite à point", pour intervenir lors des assemblées générales féministes qui se déroulent dans mon département depuis le 5 décembre, je souhaite faire partager combien toutes les femmes qui y viennent, particulièrement les jeunes, veulent se nourrir du débat, veulent "mieux comprendre" comment marche la Sécu pour mieux être en capacité de faire front, de contrer les arguments fallacieux du gouvernement qui veut passer en force, d'être mieux en capacité de construire des propositions qui rendent nos retraites pérennes, regarder l'avenir autrement, dans une société à changer, où les enjeux planétaires sont préoccupants.

A la Libération, le courage politique a mis l'humain au centre du champ politique. Ce ne sont pas les banques qu'ils voulaient sauver, c'est l'être humain qui a été au centre des choix, pour modifier radicalement son bien être, ses conditions de travail, pour pouvoir se soigner, ne plus vivre dans la misère, avoir une retraite, être digne. Une idée communiste réellement mise en œuvre, toujours actuelle.

Aujourd'hui la droite liquide le bien être humain pour satisfaire les appétits financiers de BlackRock.

On nous rabâche qu'on vit plus longtemps aujourd'hui, oui, mais avec quelle santé lorsque les aides-soignantes, les auxiliaires de vie arrivent "cassées" à la retraite à 62 ans ? Dans quelles conditions travaillons-nous, quelle est la place de chacun.e quand les jeunes galèrent, que 30 % des 60-64 ans sont sans emploi, que les souffrances des personnels de santé sont incommensurables faute d'avoir les moyens financiers d'exercer leurs missions de soigner, que les femmes ont la double peine en arrivant à la retraite avec un écart de 42 % en moins par rapport aux hommes.

A partir de la place des femmes dans la société, que faut-il changer pour améliorer et transformer nos retraites par répartition ? Quelle est la place des femmes au travail ? (*pages 7 à 10 - 2ème partie - RETRAITES DES FEMMES, retraite à point*). Comment travaille-t-on ? Comment produit-on ? Pour qui ? Pourquoi ? Où vont les richesses créées par celles et ceux qui les ont produites ? Face à la stratégie du capital, quelle (s) analyse (s) des communistes sur cet enjeu des retraites ? Quelle (s) stratégie(s) du parti communiste ? J'y reviendrai.

La retraite c'est fait pour se poser, vivre activement et profiter autrement, continuer d'être utile à la société, s'investir, en bonne santé le plus longtemps possible sans peur du lendemain. La retraite reste un conquies fabuleux à laquelle tout le monde tient, malgré les coups qu'elle a subis. C'est le système par répartition en France qui permet d'avoir un taux de pauvreté moindre parmi les retraités comparé au système de fonds de pension dans les pays anglo-saxons, ou en Suède. où les retraités sont devenus plus pauvres avec le passage de la retraite à point.

Il n'y a aucun fondement économique à la retraite à point voulu par la droite macroniste revancharde : c'est une imposture digne du 17ème siècle, un projet anti humain, anti social et purement libéral. Leur seule volonté politique est d'en finir avec la protection sociale issue du CNR, Conseil Nationale de la Résistance, que tout le monde nous envie.

Pour comprendre ces attaques constantes contre la Sécurité sociale, il faut comprendre comment est née la Sécu en 45, dans un ensemble de transformations radicales avec les nationalisations, les services publics, les augmentations de salaires, la création par Marcel Paul du salaire du fonctionnaire, salaire lié à la personne, à la qualification, à une période où la France est ruinée. La bourgeoisie, le patronat sont disqualifiés, affaiblis, ils ont collaboré ; le PCF est fort, la CGT puissante. Pour construire du neuf la bataille est ardue, (*page 11 - 3ème partie - "les oppositions" en ANNEXE*) les forces politiques et militantes sont fortes et se mettent aussitôt en action.

Pour mémoire, 18 mois de présence d'Amboise CROIZAT au gouvernement et dans une très courte période en mai-août 1946 une œuvre herculéenne se déploie pour la mise en place de la Sécu avec des militants. Ils mettent en place, nuit et jour et week-end, 138 caisses de Sécu et 113 caisses d'allocations familiales, qui vont complètement changer la vie des gens.

La Sécu repose sur un système simple : une couverture sociale qui mutualise une part importante de la valeur produite par le travail, qu'on appelle le salaire socialisé . *"Cotiser selon ses moyens et de recevoir selon ses besoins" selon CROIZAT.*

4 grands piliers ont constitué la sécu, ont orienté la création de la Sécurité sociale, piliers pillés depuis. Ambroise Croizat nous a avertis *"Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul des avantages de la sécurité sociale "*, c'est ce combat que mènent celles et ceux qui dans leur diversité professionnelle sont dans le mouvement actuel !

1/ l'unicité : création d'une seule caisse, au plus proche des habitant.es, dans chaque département, avec le regroupement des risques sociaux (maladie, vieillesse, maternité). De la naissance jusqu'au décès, les gens peuvent disposer de tous leurs droits sur place et au même endroit.

2/ l'universalité : on la doit à Croizat. Tout le monde sera soigné. Ceux qui ne le veulent pas, c'est parce qu'ils l'ont refusé (ex : les fonctionnaires ont décidé d'avoir leur propre caisse).

3/ la solidarité, c'est l'exception française. La Sécu est financée essentiellement par la cotisation sociale par répartition et par solidarité, qu'on soit bien portant ou malade, actif/active ou non, jeune ou âgé. Ce qui est exceptionnel avec la cotisation sociale, contrairement à l'impôt, c'est qu'elle va directement du cotisant au bien-être des gens. Les cotisations sociales sont parties intégrantes de la rémunération, elles sont un salaire socialisé (*exemple : au bas de paie 1300 nets, l'employeur n'a versé que 2200. Les 900 de différence vont dans les caisses de la Sécu*).

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle gouvernement et patronat font tout depuis 1945 pour vouloir supprimer les cotisations sociales, parce que cet argent ne passe par aucun actionnaire, aucune banque, il va directement aux gens qui en ont besoin. C'est un pactole qu'ils n'ont pas. Alors, ils ne cessent pas de manipuler l'opinion en disant que la part patronale ce sont des "charges" alors que c'est tout simplement une part prélevée des richesses créées, c'est du salaire socialisé. (*INITIALEMENT, il y a 1 taux unique pour la part salariale, 1 taux unique pour l'employeur, mais cela a été bouleversé pour ne cesser d'exonérer la part des employeurs*).

4/ la démocratie : si on veut permettre l'accès au droit de la santé pour tous, il faut que l'institution soit gérée par les intéressés eux-mêmes. C'est l'idée des conseils d'administration à majorité ouvrière.

Ces piliers ont été pillés (*page 11 - 3ème partie - "les dates clés" en ANNEXE*). Dès le départ, ce sont les militants de la CGT qui gèrent eux-mêmes les cotisations sociales de la Sécu.

La puissance de la Sécu est extraordinaire. La collecte des cotisations des allocations familiales, des retraites, la couverture des AT Accidents du Travail, de l'assurance maladie ne dépend ni de l'Etat, ni du patronat mais d'une caisse gérée par les représentants syndicaux eux-mêmes. Système unique de 1946 à 1960. De Gaulle met le contrôle d'État sur les budgets et le renforcement du pouvoir des directeurs tandis que le patronat lance une violente campagne anti-Sécurité sociale "*Les compagnies d'assurances sont faites pour cela*". Les ordonnances de 1967 sous de Gaulle casse l'unicité du système en mettant en place plusieurs branches qui fragilisent les ressources de la Sécu.

Les élections à la Sécu sont supprimées, tandis que s'impose le paritarisme (entrée du patronat dans la gestion de la Sécurité sociale pour prendre possession de la gestion contre la gestion ouvrière). **Il n'y a plus de démocratie.** il n'y pas eu d'élections des représentants des salarié.es dans les caisses de Sécu depuis 1983. L'Etat a tout fait pour prendre la gestion des caisses, imposer ses lois.

Les batailles sont rudes. C'est ce qui se passe en 1990 lorsque Rocard crée la CSG Contribution Sociale Généralisée, impôt affaiblissant les ressources de la Sécu. Il transfère une part des cotisations gérées par les travailleurs vers l'impôt (géré par l'Etat). Cela affecte les ressources de la Sécu, on nous parle de "trou" depuis 45, il n'y a pas de "trou" lorsqu'on augmente les recettes, si les exonérations cessent.

La CSG ouvre la voie de l'accélération de la fiscalisation sous la Macronie, elle désengage les entreprises en ponctionnant salarié.es et retraité.es. Dans le même temps, soulignons que de peu de

moyens de prévention, de sensibilisation et d'instruments d'analyses sont mis en place pour évaluer les effets bénéfiques de la Sécu. Il s'agit pour l'Etat de faire des économies. (*Exemple, on connaît la toxicité de l'amiante depuis 1967 mais il a fallu attendre 1997 pour l'interdire. Entre temps 30.000 personnes en sont mortes. Du fait que l'amiante tue longtemps, on annonce 100.000 nouveaux. Il y a beaucoup de choses à faire pour améliorer la Sécu*).

Puis sont venues les instaurations des franchises, la CRDS Contribution au Remboursement de la Dette Sociale avec A.Juppé, la réforme Veil-Balladur des retraites dans le privé (passage des 10 meilleures années de salaire aux 25 meilleures années avec 40 ans de durée d'activité pour le droit à une retraite à taux plein) qui a fortement pénalisé les femmes. Le taux de remplacement (% de son dernier revenu que l'on perçoit à la retraite) initialement à 75 % ne cesse pas de diminuer.

En 2016 la retraite (*droit direct correspondant à l'activité professionnelle, aux cotisations versées et les trimestres assimilés de chômage/maladie/maternité...*) est de 1.388 € bruts en moyenne : 1.065 € pour les femmes, 1.739 € pour les hommes. La retraite des femmes est inférieure. (*Je vous invite à relire le document QUELLE RETRAITE POUR LES FEMMES - fête HUMA 2018 qui donne des chiffres plus précis, à réactualiser*).

Les exonérations de cotisations patronales sont estimées en 2018 à 25 milliards d'euros, un pactole qui manque à la Sécu, à la santé, accidents du travail... qui manque à la mise en place par exemple d'une politique d'autonomie pour les personnes âgées.

Ces destructurations servent un objectif clair : privatiser l'outil humain mis notre disposition. L'argent de la Sécurité sociale, 537 milliards d'euros, suscite des appétits. N'est-ce pas Claude Bébéar, président AXA qui déclarait *"La santé est un marché, la concurrence doit s'exercer librement"*.

L'Etat comme les fonds de pensions rêvent de mettre la main sur ce pactole pour satisfaire la finance contre les besoins humains.

Le gouvernement le jure, le répète : *"la réforme des retraites vise à préserver le système par répartition et non à développer les retraites par capitalisation"*. Ce n'est pas un hasard si la Légion d'honneur a été remise cette année à Jean-François Cirelli, patron de la branche française de BlackRock, fonds de pension américain, le plus gros gestionnaire d'actifs au monde, certainement pour le remercier de son intérêt, comme d'autres, au développement de la capitalisation car les deux tiers de ses actifs sont liés à des plans d'épargne retraite.

Dès mai 2018, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire l'indique : *"Nous voulons développer l'épargne retraite pour permettre aux Français de mieux se préparer à la retraite mais aussi de mieux financer l'économie. Car actuellement, l'épargne retraite ou totalité des sommes depuis 15 ou 20 ans est de 220 milliards d'euros d'encours. Nous souhaitons parvenir à 300 milliards d'euros en 2022"*, soit une augmentation 40% (80 milliards) en 2 ans.

Selon Maxime Combes, porte-parole d'ATTAC *"C'est une explosion, un développement exponentiel de la capitalisation en France"*. Il ajoute : *"C'est très important pour un assureur ou un gestionnaire d'actif de voir son marché gagner 15 ou 20 % par an. Il y a très peu de marchés comme ça... Pour les marchés, c'est allons-y gaiement !"*

Certes, on a des propositions qui permettent immédiatement d'améliorer les ressources de la Sécurité sociale

- appliquer TOUTES les lois d'égalité salariale femmes - hommes : c'est 9 milliards d'€ dans les caisses de Sécu, 11 milliards en 2023 selon les estimations de la CGT
- faire cotiser ceux qui sont actuellement exonérés ! Les 312 milliards de revenus financiers doivent cotiser au même niveau que nos salaires : c'est 84 milliards d'€ dans les caisses de Sécu
- faire cotiser les dividendes des actionnaires au niveau que nos salaires : c'est 31 milliards dans les caisses de la sécu
- créer 1 million d'emplois comme prévu par le MEDEF en échange du CICE, c'est 10 milliards d'€ ! Avec un taux d'activité et de salaire égal femmes-hommes, c'est encore plus.
- augmenter la part de la cotisation patronale "vieillesse" qui n'a pas augmenté depuis 1979
- 1 % d'augmentation de la masse salariale représente 2 milliards d'euros pour la Sécurité sociale
- mettre fin à CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi)
- mettre fin au travail au noir pratiqué par le patronat : 20 milliards de fraude de cotisations

Avec les paradis fiscaux ce sont près de 100 milliards qui s'évadent ! Et comme évasion fiscale rime aussi avec "évasion d'emplois", cette hémorragie correspond à autant de cotisations perdues. Plutôt que mettre des personnes à courir après les chômeurs, on peut les mettre à faire payer ceux qui ne paient rien et qui détournent l'argent des richesses créées. On peut mettre en place le 100 % santé.

Notre ambition n'est pas seulement de reconstruire ce que le macronisme continue de détruire mais d'inventer ce que les nombreux défis de l'humanité nous imposent de créer, pour prendre la main sur la finance, permettre au monde du travail de prendre la main sur son travail.

QUELLE EST LA STRATEGIE DES COMMUNISTES FACE A LA STRATEGIE DU CAPITAL ?

Nous avons des propositions mais l'idée communiste doit être revivifiée. Nous devons débattre dans la contradiction d'analyses et de propositions différentes faites par des économistes communistes, par le mouvement ouvrier, par le mouvement féministe, etc.

Reprendre la main sur la finance suppose que chacun.e soit reconnu.e productrice / producteur en tant que personne. Le capital s'arroe le monopole du travail productif. Les gouvernements réactionnaires le servent, sont à son service. Le capital entend déclarer producteur / productrice qui il veut, quand et où il veut et pour faire ce qu'il veut ! D'immenses défis sont à relever.

Nous ne sommes, en tant que personnes, titulaires d'aucun droit et d'aucune responsabilité sur le travail : nous ne décidons rien sur ce qui est produit, nous ne décidons rien des investissements, nous ne décidons rien de l'organisation du travail, ni des collectifs de travail.

Notre reconnaissance comme productrice ou producteur de richesses, de services est suspendue à des activités dont nous n'avons pas la maîtrise. Nous sommes séparés des fins et des moyens du travail.

Nous ne pouvons être libérés que si nous décidons de la production, cela sans management capitaliste.

Comment conquérir de nouveaux droits et quelles stratégies ?

Cela ne passera pas qu'en taxant le capital mais en redonnant du pouvoir à toute créatrice/créateur de richesses.

Ouvrir un long chantier sur ces questionnements est certainement pertinent.

Pour l'avenir de la sécurité sociale, nous avons à travailler sur un régime unifié de retraite, retraite qui doit remplacer à 100% le salaire de référence net, dans des conditions de durée à définir, car la condition de durée de carrière a entraîné une énorme **discrimination de genre** et une **baisse régulière des droits**.

Départ à 60 ans ? N'est-ce pas trop tard pour être libéré du marché du travail alors que c'est autour de la cinquantaine que le rapport à ce marché devient problématique.

Un régime de sécurité sociale ne peut se passer d'un programme de prévention, de la place de l'hôpital public. Le coût des maladies professionnelles représenterait 68 milliards d'euros ! (Source M.Etievent).

En même temps, l'avenir réclame une autre gestion de la filière pharmaceutique, une maîtrise publique dans le sillage d'une nationalisation (*par exemple, mettre fin aux profits scandaleux de l'industrie pharmaceutique qui vend des dizaines de milliers d'euros un traitement pour l'hépatite C à la Sécu alors que le coût de fabrication n'est que de quelques dizaines d'euros*).

S'impose également une gestion démocratique de la protection sociale. Il est plus qu'urgent de revenir à des conseils d'administration disposant de véritables pouvoirs sous le contrôle des salariés et des usagers. Du travail nous attend.

Elisabeth Maugars, membre de la Commission Nationale Féminisme PCF - 18 janvier 2020

2ème partie : RETRAITES DES FEMMES

mettre fin aux inégalités entre femmes et hommes

améliorer notre système par répartition - NON à la retraite à point

L'activité des femmes enrichit le financement de la Sécurité sociale

Les femmes ont toujours travaillé, leur présence le marché du travail contribue fortement à alimenter les caisses de la Sécu, même si leur taux d'activité est inférieure de 8 points. Aujourd'hui elles sont plus diplômées que les hommes mais les inégalités de salaire sont de l'ordre de 25 % tous temps de travail confondu, malgré les lois successives qui ne sont que très peu mises en application

Elles sont concernées massivement par la précarité les temps partiels (30 % des femmes y sont enfermées) par le "plafond verre" (*les femmes ont peu ou pas de déroulement de carrière*), par les "parois de verre" (*rémunération moindre dans les métiers dans lesquels elles sont concentrées : tertiaire, social, santé, éducation*).

Dans le même temps, elles continuent d'effectuer l'essentiel des tâches domestiques et à l'arrivée des enfants, ce sont elles qui majoritairement se mettent en retrait du travail.

Les carrières hachées, plus courtes, salaires inégaux conduisent à des écarts de retraite de l'ordre de 40 - 42 % pour les pensions personnelles ou de droit directs. L'écart est de 29 % si on ajoute la pension de réversion. La retraite amplifie ces inégalités en raison des multiples réformes gouvernementales.

Il n'y a pas d'urgence à "réformer", à bannir le système actuel par répartition

Il faut s'attaquer aux causes des inégalités

Il faut s'attaquer aux inégalités sur le marché du travail qui se répercutent sur la retraite. Ce sont les choix politiques d'une part, les organisations du marché du travail d'autre part qui sont la cause des inégalités touchant les femmes principalement.

Ce sont les réformes successives qui mettent à mal la retraite des femmes. Avec la loi Veil-Balladur, le passage des 10 aux meilleures années, le passage de 37,5 ans de carrière aux 40 années, puis 43 touchent de plein fouet les femmes.

Elles sont contraintes de partir plus tard que les hommes, en raison d'interruption d'activité. En cas de carrière incomplète, la retraite subit une décote (pour les fonctionnaires), un taux de pension minoré (inférieur à 50 % du taux maximum) pour les salarié.es du régime général.

Une femme sur 5 attend 67 ans, l'âge du taux plein (ou sans décote), un homme sur 12. 45 % des femmes et 32 % des hommes partent à la retraite avec une retraite incomplète.

Propositions (à compléter de celles mises à jour lors de la CONVENTION Féministe de 2017 du PCF)

- ❖ abaisser le temps de travail pour permettre à touTtes de revenir à des durées correctes respectant la vie, l'harmonie des familles ; permettre aux personnes à temps partiel d'effectuer un temps complet si elles le souhaitent ; faire cotiser les entreprises sur des temps "complets"

- ❖ revenir à la prise en compte des 10 meilleurs années pour le calcul de la retraite dans le privé, sur la base de 37,5 années, à taux plein ou sans décote, au plus tard à 60 ans pour l'ouverture des droits, maintien des départs pour pénibilité au travail
- ❖ obtenir l'égalité salariale par l'application des lois sur l'égalité ; par une réelle mixité des métiers ; par la mise en place d'un cadre national pour l'équivalence des diplômes ; pour la reconnaissance de la polytechnicité des métiers, une équivalence des métiers techniques "qualifiés" / métiers administratifs "qualifiés"
- ❖ mettre en place un service public de la petite enfance pour permettre aux femmes de continuer de travailler car par manque de solutions pour la garde des enfants, de nombreuses femmes renoncent à travailler à temps complet, se contentent d'un temps partiel. Le développement de crèches, le partage à égalité du congé parental ... sont des mesures nécessaires pour lever les freins à l'activité des femmes.

Bon à savoir : "le taux d'activité des femmes égal à celui des hommes aurait permis (chiffre 2018) d'accroître d'environ 6 % l'effectif de cotisant.e.s" (*selon C. Marty*), améliorant les recettes des caisses et son équilibre financier.

Elles sont 37 % concernées par le comparatif fait sur le minimum des pensions contre 15 % des hommes. De plus les retraites ne sont plus indexées sur les salaires mais sur les prix, ce qui est défavorable.

Ce n'est donc pas notre système actuel par répartition qui est cause, ce système peut être amélioré.

Le projet de retraite par points est à rejeter pour toutes, les femmes sont les plus grandes perdantes

LA PRISE en compte de TOUTE LA CARRIERE

Dans le but de ramener les dépenses à 14 % du PIB Produit Intérieur Brut, de privatiser, d'ouvrir à la capitalisation, le projet de loi du gouvernement de la retraite à point est une régression par rapport à notre système actuel.

Il fait baisser le niveau des pensions, augmenter les inégalités entre femmes et hommes, sur 2 points centraux :

- **la prise en compte de toute la carrière** au lieu des 25 dernières années dans le privé et des 6 derniers mois dans le public.

Les périodes de temps partiel, d'interruption pour charges familiales, de chômage ne seraient plus neutralisées. Cela fait baisser le montant des pensions. Pour preuve, regardons les écarts de pensions femmes-hommes dans les régimes complémentaires de l'ARRCO/AGRIC : l'écart entre femmes et hommes est de 60 %.

Dans le public, 63 % des fonctionnaires sont des femmes. L'intégration des primes ne peut pas suffire en raison du calcul sur toute la carrière, des filières dans lesquelles les femmes sont majoritairement concentrées (éducation nationale) et dans lesquelles il y a peu ou pas du tout de prime.

- **le report indéfini de l'âge de la retraite** puisqu'il faudrait travailler plus longtemps selon le principe de la réforme gouvernementale de bloquer le financement à 14 % du PIB.

La population des retraité.es augmente mais on peut trouver des financements, augmenter les ressources.

LA SUPPRESSION des DROITS FAMILIAUX

Concernant les droits familiaux, les femmes sont particulièrement touchées. Actuellement :

- **La MDA Majoration de Durée d'Assurance** permet aux mères de valider 8 trimestres (2 ans) par enfant dans le privé et 4 trimestres (1 an) dans le public. Cette disposition compensatoire permet de valider des années s'ajoutant aux années d'activité, ce qui permet d'atteindre une carrière complète et d'améliorer le montant de la retraite
- **La majoration de pension de 10 %** aux 2 parents pour avoir eu 3 enfants est supprimée. Cette majoration s'ajoute actuellement au montant de la retraite de chaque parent.

A la place, le projet de loi prévoit une majoration de 5 % par enfant pour 1 des parents seulement. Cela pénalisera les mères. Les couples où l'homme gagne plus en moyenne choisiront probablement de lui affecter cette majoration, tant pis pour la femme si le couple divorce (45 % des couples divorcent).

Ces droits seraient financés par l'impôt alors qu'ils le sont actuellement par les cotisations sociales. Soumis à l'impôt signifie pouvant être supprimé à tout moment.

LA PENSION DE REVERSION

A 90 %, ce sont les femmes qui sont les bénéficiaires. Actuellement, ce droit est ouvert dès 55 ans dans le privé (sous condition de ressource), dans le public également mais sans condition d'âge ni de revenus, également dans les retraites complémentaires AGIRC/ARCOO. Actuellement 120.000 femmes (chiffres CGT) touchent une pension de réversion 55 et 64 ans. Des questions restent en suspens sur les modalités.

Le projet de loi envisage que les fonctionnaires soient soumis à une condition d'âge (sauf exception). Le mode de calcul serait modifié. Cette pension ne sera plus ouverte en cas de divorce. Or 45 % des couples divorcent. Aucune réversion pour les couples pacsés, non mariés n'est prévue.

Le projet de loi supprime les départs anticipés à la retraite

Des critères très restrictifs et discriminants sont envisagés (travail avec températures extrêmes, travail de nuit, etc. Seraient exclus comme travail pénible le port de charges lourdes. Quid du travail posté, du travail engendrant des TMS (troubles musculaires squelettiques) dont les caissières sont affectées.

Les seuils d'expositions pour valider des points à la retraite sont très élevés, permettant de partir plus tôt, au mieux à ?? ans.

LA SANTE

L'espérance de vie en bonne santé stagne à 63,4 ans en moyenne

L'espérance de vie en bonne santé n'est que de 59 ans pour un ouvrier

L'espérance de vie d'une infirmière est de 7 ans inférieure à celle de la moyenne des femmes (sources CGT)

Le projet de loi, le minimum de retraite à 1000 € et l'âge pivot

A quelle âge ? 64 ans ? L'âge pivot, chacun.e sait que c'est un piège, il est susceptible d'évoluer.

Minimum à condition d'avoir une carrière complète alors que 40 % des femmes n'ont pas de carrière complète et que ce minimum à 1000 € était déjà prévu dans la loi depuis 2003, sans être appliqué à ce jour.

Actuellement, environ 20 % des femmes attendent d'avoir 67 ans (âge pour avoir le taux plein de 50 % au régime général, c'est-à-dire sans décote). Cela induit que 80 % partent plus tôt sans pour autant être concerné par le minimum.

Le projet de loi et la validation des points

Exemple de duperie : actuellement, pour valider un trimestre d'activité au régime général, il faut travailler 150 h/SMIC (environ 12 h par semaine). Le gouvernement vante la validation de toute heure travaillée sauf que seulement moins de 4 % des femmes sont concernées actuellement (chiffre CGT)

Seulement 4,5 % des femmes travaillent moins de 15 h par semaine. Sous toute réserve de cumuler cela avec des allocations chômage, ce qui pourrait de fait valider 1 trimestre.

Le projet de loi et les retraites des cadres : 3 mesures vont particulièrement pénaliser les cadres supérieurs

Dans le système actuel, les cadres supérieurs peuvent cotiser jusqu'à huit plafonds de Sécurité sociale, soit 27.016 € bruts/mensuels), avec la réforme ils ne cotiseraient plus que jusqu'à 3 fois le plafond de la Sécu.

Les cotisations de solidarité, d'un montant total de 9,94 % (2,30 % Sécurité sociale + 7,64 % AGIRC/ARRCO) seraient ramenée à 2,8 % (suite à la réforme de l'épargne retraite de la loi Pacte (qui organise et renforce leur "défiscalisation"), ce qui selon l'ARRCO/AGIRC conduit à un déficit au titre de la "solidarité de 6 milliards/an (90 milliards jusqu'en 2040).

Dans le futur système, tous les salariés cotiseront à 28,1 % pour les revenus jusque 10.000 euros (soit trois plafonds de Sécurité sociale). Au-delà, est prévue une cotisation solidaire de 2,81%, sur laquelle on ne crée pas de droit à la retraite supplémentaire.

Après la réforme, ils y gagneront en salaire net, mais y perdront en pension de retraite. De quoi les pousser vers l'épargne retraite.

L'abaissement des cotisations sur les très hauts revenus va conduire à l'affaiblissement du système par répartition puisque les hauts revenus participeraient moins à la solidarité nationale.

Selon les services de l'AGIR/ARRCO qui ont établi un chiffrage, le manque à gagner de cotisations serait de 4,8 milliards/an. Cumulé de 2025 à 2040 : près de 71 milliards d'euros.

Les entreprises seraient gagnantes avec un cadeau qui en 15 ans leur ferait une économie de 43 milliards sur la part "employeur" des cotisations (*chiffres CGT*).

3ème partie - ANNEXES : des dates clés (source *M. Etievent, biographe d'Ambroise Croizat*)

- Dès 1947, les mutuelles qui géraient certaines des anciennes caisses sont arrivées à imposer leur existence grâce au retour de la droite au pouvoir après l'expérience gaullo-communiste de 1945-47. Et puis, la même année, les Américains vont s'en mêler en proposant le plan Marshall, c'est-à-dire en offrant une aide financière colossale à condition qu'on arrête l'invention sociale. Les communistes sont alors évincés du gouvernement.

Au même moment, la classe ouvrière va se diviser, notamment avec l'invention de FO (Force ouvrière) qui est d'ailleurs directement le fruit de la CIA (Central intelligence Agency, les renseignements américains). Elle est destinée à casser l'unité ouvrière de manière à ce que les caisses n'appartiennent plus entièrement à la CGT. Ça a notamment été reconnu par George Meany, le chef des syndicats américains, qui a financé FO. Cette époque correspond aussi au début de la Guerre froide, où une répression formidable est menée contre les communistes mais aussi contre les syndicalistes – les grandes grèves de 1947 seront d'ailleurs durement réprimées.

- Dès 1953, les premières vraies batailles contre la Sécu apparaissent. Essai de miner la retraite des fonctionnaires.

- 1959, tentative d'imposer ce qu'on appelle les franchises, c'est-à-dire que les gens ne seront remboursés qu'à partir d'une certaine somme dépensée en soins médicaux, à l'époque c'était 3 000 francs. L'opposition a été si forte qu'elles n'ont pas pu être mises en place.

- 1958, c'est la première attaque forte contre la Sécu par le général de Gaulle. Les directeurs de caisses seront dès lors nommés et non plus élus.

- Ordonnances d'août 1967. Celles-ci imposent le contrôle préalable des budgets et le paritarisme, supprimant ainsi la gestion de la Sécu par les travailleurs puisque 50 % des sièges du conseil d'administration passent alors aux mains des patrons, laissant 50 % aux ouvriers. De Gaulle casse aussi la Sécu en plusieurs branches : auparavant tout était lié, les accidents de travail, la maternité, la maladie, la vieillesse. C'est comme un saucisson, quand on le coupe c'est plus facile de le manger. Le principe de solidarité est supprimé.

- Et puis, il y aura toute une succession d'attaques. Avec le plan Barre, l'État commence à vouloir faire des économies sur la Sécu.

- Le ticket modérateur – le reste à charge pour l'assuré – était très mince sous Croizat et, dès lors, il ne cessera plus d'augmenter sous tous les gouvernements successifs dans le sillage de la privatisation rampante de la Sécu via le contrôle de l'État.

- Rocard impose ensuite la CSG (Contribution sociale généralisée), qui est un impôt et plus du tout une cotisation sociale prélevée sur le salaire.

- Georgina Dufoix va essayer d'imposer des franchises dans les années 1980. Et l'ensemble des plans Juppé, Raffarin, Chirac vont allonger la durée de travail et de cotisation. Et ça continue jusqu'à l'ANI (Accord national inter-professionnel) de 2013. Celui-ci impose une mutualité dans l'entreprise et constitue une rupture d'égalité puisque tout le monde n'est pas concerné, mais uniquement ceux qui travaillent (personnes âgées, au chômage et précaires ne le sont pas).

La mutuelle est au choix du patron. L'ANI impose aussi une rupture de confidentialité dans la mesure où les patrons peuvent potentiellement connaître le profil pathologique de leurs employés. Tout ça participe à privatiser la Sécu.

3ème partie - ANNEXES : les oppositions à l'époque en 1945

Elles viennent, naturellement, d'abord des patrons qui n'en veulent pas puisqu'il faut payer des cotisations sociales. Ensuite, de syndicats minoritaires, comme la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) qui voulaient revenir aux anciennes caisses. Des oppositions proviennent des mutuelles aussi car la Sécu prend alors les biens qu'elle a et va désormais tout gérer. Ça vient des commerçants, agriculteurs, des médecins, syndicat des médecins libéraux, qui s'opposent à la Sécu parce qu'elle fixe leurs honoraires et ne ils ne supportaient pas que la Sécu soit gérée par des ouvriers, qui plus est par des ouvriers de la CGT. Les assurances privées ont également lutté contre la Sécu, on comprend pourquoi. Les fonctionnaires, les cheminots veulent garder leur régime.